

SEMAINE TERMINÉE LE 20 JUIN 2025

Fred Demers, stratège en chef,
Solutions d'investissement multiactif
BMO Gestion mondiale d'actifs

Article en vedette : Le dollar n'a plus la cote

« L'argent coûte souvent trop cher. »

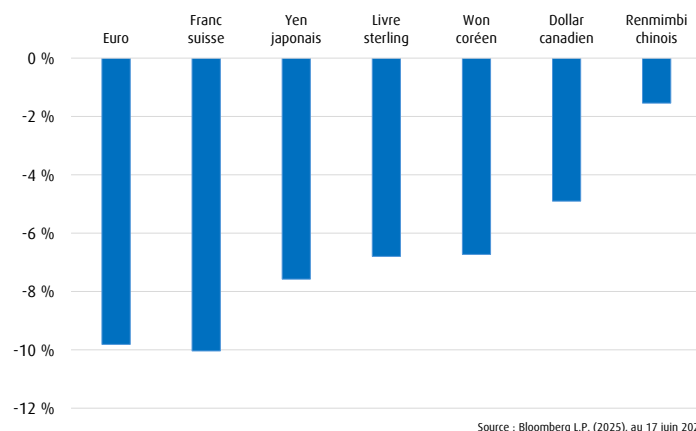
– Ralph Waldo Emerson

Le fil conducteur : Le dollar américain a tiré de l'arrière face à bon nombre de devises cette année, en particulier lors des épisodes de tensions sur les marchés. Au vu de cette faiblesse inhabituelle, certains remettent en question le rôle traditionnel de valeur refuge du billet vert durant les périodes de turbulences, voire sa viabilité en tant que monnaie de réserve. L'article de notre invité vise à clarifier la situation.

Tendances récentes du dollar américain : une monnaie surévaluée a plus de chances de fléchir

En 2025, le dollar américain s'est nettement déprécié par rapport aux devises des principaux partenaires commerciaux des États-Unis (graphique 1).

Graphique 1 : Dollar américain par rapport aux principales devises (CAC)



Plusieurs raisons peuvent expliquer ce déclin. Il est toutefois important de rappeler que le dollar américain a suivi une trajectoire haussière depuis la crise financière mondiale de 2008-2009, qui a culminé durant la poussée d'inflation de 2022. À ce moment-là, le billet vert a grimpé d'environ 60 % (graphique 2).

Graphique 2 : Indice du dollar américain



Mondialisation du Big Mac

À long terme, la valeur intrinsèque d'une monnaie est liée au pouvoir d'achat qu'elle procure pour l'acquisition de biens et de services. Les économistes utilisent souvent des mesures comme la parité du pouvoir d'achat (PPA) pour estimer la juste valeur d'une monnaie. La plus simple de ces mesures est l'indice Big Mac du magazine *The Economist*, qui utilise le prix d'un Big Mac pour pouvoir comparer le pouvoir d'achat de deux pays. Bien qu'il soit simpliste, l'indice donne une idée du pouvoir d'achat relatif qu'une monnaie apporte à un pays.

Les fluctuations à court terme du cours absolu d'une monnaie et de son cours par rapport aux autres monnaies découlent souvent des attentes des investisseurs en matière de croissance économique et d'inflation. Ces attentes peuvent aussi influencer la politique monétaire des banques centrales et être influencées par elles.

Au début de 2025, d'après la PPA, le billet vert était surévalué de 10 % à 20 %, selon la monnaie utilisée pour la comparaison. Sa surévaluation était la plus marquée par rapport au yen, qui a perdu environ 35 % face au dollar américain entre 2021 et 2024. La deuxième monnaie la plus

sous-évaluée était celle de la zone euro, qui a cédé près de 15 % au cours de la même période. **Par conséquent, même avant que le dollar américain entame sa descente, les mesures d'évaluation à long terme donnaient à penser qu'il suffirait d'un rien pour que le dollar américain recule en 2025.**

Quels sont les facteurs qui ont déclenché la dépréciation du dollar américain?

Les droits de douane imposés par le président Donald Trump sont probablement le catalyseur le plus important de la faiblesse du dollar américain cette année. Ils ont provoqué un tel choc que les économistes ont abaissé leurs prévisions de croissance de l'économie américaine pour 2025-2026, et ce, même après que les négociations ont abouti à des exemptions et des rajustements. Bien que nous n'anticipions pas de récession, l'économie américaine a manifestement ralenti, étant donné que le contexte très incertain complique la gestion des chaînes d'approvisionnement pour les entreprises et incite les consommateurs à revoir leurs achats de biens importés.

Compte tenu de la décélération de la croissance, il est peu probable que l'économie des États-Unis surpasse celle des autres pays avec un écart aussi important que lors des dernières années. Pour les investisseurs, l'économie américaine ne sera sans doute plus aussi exceptionnelle par rapport au reste du monde et, par conséquent, les perspectives à long terme du dollar américain sont moins attrayantes. Certes, les perspectives économiques du Canada, de l'Europe ou du Japon sont loin d'être éblouissantes (une croissance inférieure à 2 % est prévue pour ces pays). Cela dit, ces régions pourraient chercher à renforcer et à diversifier leurs systèmes financiers afin de moins dépendre des États-Unis, en adoptant des réformes structurelles susceptibles de redynamiser leur économie nationale et d'élargir leurs relations commerciales. Or, c'est une possibilité qui attire de plus en plus l'attention des investisseurs. **Cette dynamique pourrait continuer de soutenir les devises concernées par rapport au dollar américain pendant plusieurs années, à mesure que les échanges commerciaux mondiaux se rééquilibreront graduellement.**

Soulignons pour terminer que le déficit commercial des États-Unis est en partie attribuable à la vigueur du dollar américain, qui fait en sorte que les prix à l'importation sont bas et les prix à l'exportation, plus élevés. Si l'administration Trump cherche à rééquilibrer les échanges commerciaux, la faiblesse du dollar américain y contribuera, en stimulant les revenus d'exportation.

Le dollar américain est-il toujours une valeur refuge (fiable) pour les investisseurs compte tenu de sa réaction cette année?

Le dollar américain a été délaissé pendant les turbulences qui ont secoué les actions au début du mois d'avril. De plus, il n'a pas joué son rôle de valeur refuge avec autant de force que d'habitude lors de l'escalade des tensions entre Israël et l'Iran vendredi dernier. Ce comportement contraste avec celui des dernières décennies, durant lesquelles les investisseurs mondiaux ont généralement considéré le dollar américain comme une monnaie sûre lorsque la peur était à son comble. Même lorsque l'aversion pour le risque a accompagné les craintes grandissantes d'une récession aux États-Unis, les investisseurs en quête de sécurité et de préservation du capital se sont rués sur les actifs américains et le dollar.

En plus de l'effet néfaste de la guerre commerciale, les investisseurs internationaux s'inquiètent de plus en plus de la viabilité des finances publiques américaines, compte tenu de l'ampleur du déficit. Le déficit représente de 6 % à 7 % du PIB et tout indique qu'il ne diminuera pas de sitôt. Comme la politique budgétaire devrait rester excessivement

expansionniste, les investisseurs redoutent également une rigidité de l'inflation. Dans ce cas, la Réserve fédérale pourrait attendre avant d'abaisser ses taux, tandis que les taux de rendement à long terme pourraient grimper. Une telle hausse nuirait à la valeur des obligations du Trésor américain, un actif clé pour les investisseurs étrangers.

Les investisseurs peuvent délaissé le dollar américain lors de soubresauts mineurs sur le marché. Cependant, nous ne croyons pas qu'ils le négligeraient en cas de préoccupations plus graves, comme une récession mondiale ou une aggravation des conflits géopolitiques. Dans ces scénarios plus graves, les investisseurs mondiaux n'auraient guère le choix et finiraient probablement par augmenter leurs placements en actifs américains, en cherchant la sécurité avant tout. Au moment où on commence à envisager une *intervention* des États-Unis dans le conflit entre Israël et l'Iran, ce qui pourrait exacerber davantage les tensions, le dollar américain prouve qu'il conserve ses qualités de valeur refuge.

Le dollar américain peut-il rester la monnaie de réserve mondiale?

Avoir la monnaie de réserve mondiale est un privilège rare et exceptionnel pour un pays. C'est un avantage dont profitent les États-Unis depuis 1944, lorsque 44 pays ont convenu, à la Conférence de Bretton Woods, de faire du billet vert la monnaie de réserve internationale officielle. À l'époque, les États-Unis représentaient environ 50 % de la production économique mondiale. Même si le système de Bretton Woods a pris fin en 1971 et que les États-Unis ne comptent maintenant plus que pour environ le quart de la production mondiale, le dollar américain conserve sa suprématie.

La dernière tentative sérieuse visant à déloger le dollar américain remonte à 1999, lors de la création de la monnaie commune de la zone euro. La monnaie commune a aidé les Européens à huiler les rouages économiques de l'Union, mais n'a pas réussi à supplanter le dollar américain. En ce qui concerne les réserves des banques centrales, nous constatons que **l'or a récemment dépassé l'euro**. Même si un nombre croissant d'entreprises et de pays cherchent à remplacer le dollar américain dans leurs transactions, la monnaie la mieux placée pour ce faire est encore loin de menacer le statut du dollar américain.

La démondialisation en cours devrait continuer de susciter des préoccupations à l'égard du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale. **Cependant, la démondialisation se dirige progressivement vers un modèle bipolaire à notre avis, où le dollar américain dominera encore une partie du monde, tandis que l'autre sera plus fragmentée jusqu'à ce qu'un concurrent solide émerge.**

Rappelons aux investisseurs qu'en dépit des manchettes alarmistes sur la débandade du dollar américain, la réalité est plus nuancée. Bien sûr, le dollar américain pourrait se déprécier au cours des prochaines années, tout simplement parce qu'il est surévalué. Par contre, la barre est beaucoup plus élevée pour ce qui est de cesser d'être la monnaie de réserve mondiale. Les tendances des devises s'étendent sur plusieurs années, parfois sur plusieurs décennies. Seul l'avenir nous dira dans quelle mesure le dollar américain perdra de sa valeur.

Les taux de change constituent un mécanisme important pour corriger les déséquilibres de l'économie et contribuent souvent à absorber les chocs. Les taux de change flottants se rajustent rapidement, ce qui permet à d'autres facteurs économiques plus rigides ou qui évoluent lentement de s'adapter (p. ex., main-d'œuvre, équipement de production, flux financiers, changements de politique). En fin de compte, nous croyons que l'évolution à long terme des monnaies sera ordonnée et mesurée, de sorte que les économies et les investisseurs pourront aisément s'y adapter.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

Cette semaine

Israël, l’Iran et les perspectives pour l’énergie – Les nouvelles selon lesquelles Israël a mené une frappe à grande échelle contre l’Iran ont fait grimper les prix du pétrole vendredi dernier, les marchés anticipant un risque accru de perturbation de l’offre. Cette fluctuation a alimenté les préoccupations liées à l’inflation et a fait baisser les actions; l’indice S&P 500 a reculé de plus de 1 %. Les taux des obligations du Trésor à 30 ans ont fléchi, et l’or a progressé alors que les investisseurs se sont tournés vers des actifs refuges. Lundi, les rapports indiquant que l’Iran cherchait une voie de sortie pour réduire les tensions ont contribué à inverser la réaction du marché. Les prix du pétrole se sont repliés et les actions ont rebondi. Le président Trump a quitté le Sommet du G7 prématurément en évoquant une réunion d’urgence du Conseil de sécurité nationale à Washington. Les marchés se concentrent maintenant sur un éventail de scénarios potentiels avec, d’une part, l’Iran qui reprend les négociations sur le nucléaire et, d’autre part, une campagne conjointe États-Unis-Israël visant à démanteler le programme nucléaire de l’Iran.

Même si le résultat demeure incertain, les scénarios extrêmes (p. ex., les prix du pétrole par baril qui dépassent 100 \$) semblent peu probables. L’Iran exporte environ 1,7 million de barils par jour, principalement vers la Chine, et l’OPEP a une capacité excédentaire suffisante pour couvrir d’éventuelles perturbations. **Avant la frappe, l’offre excédentaire était la principale préoccupation sur les marchés de l’énergie.** Les risques d’une escalade régionale semblent également maîtrisés. Les liens entre l’Iran et ses voisins se sont améliorés ces dernières années; l’Arabie saoudite a été la première à condamner l’attaque d’Israël. Toute tentative de l’Iran de fermer le détroit d’Ormuz susciterait probablement de fortes réactions de la part de la Chine et de la marine américaine. Notamment, Israël a évité de frapper les infrastructures pétrolières iraniennes. **À moins d’une aggravation importante des hostilités, les retombées économiques pourraient être limitées, permettant aux investisseurs de se recentrer sur la politique commerciale et fiscale des États-Unis.**

Le Canada tient d’importantes réunions du G7 – Le Canada est l’hôte du Sommet du G7 cette semaine en Alberta. Avant de quitter le Sommet prématurément pour gérer le conflit au Moyen-Orient, le président Trump a discuté des tarifs douaniers avec le premier ministre Mark Carney. « Nous avons convenu de poursuivre les négociations en vue de conclure une entente au cours des 30 prochains jours, a déclaré M. Carney sur les réseaux sociaux. J’ai hâte de poursuivre ce travail dans le cadre du Sommet et dans les semaines à venir. » Lors de la conférence de presse, le président Trump a déclaré qu’il cherchait un accord commercial plus simple qui pourrait se conclure bientôt, selon lui (il portait même une épinglette avec les drapeaux du Canada et des États-Unis). Le premier ministre Carney a déclaré plus tard : « Nous avons mis l’accent sur les défis mondiaux et les pressions commerciales immédiates, y compris les priorités liées à l’établissement d’une nouvelle relation économique et de sécurité entre le Canada et les États-Unis. »

Les dirigeants du **Canada et de l’Inde ont également tenu des discussions productives** lors du Sommet et ont pris des mesures pour améliorer les relations entre les deux pays. Le Cabinet du premier ministre a publié une déclaration selon laquelle les deux hommes « ont discuté des liens solides et historiques entre nos peuples, des partenariats dans la région indopacifique ainsi que des liens commerciaux importants entre le Canada et l’Inde, y compris des partenariats visant la croissance économique, les chaînes d’approvisionnement et

la transformation énergétique. Le premier ministre Carney a souligné les priorités au programme du G7, notamment la criminalité et la répression transnationales, la sécurité et l’ordre fondé sur des règles. »

Niveaux d’endettement canadiens – Le ratio dette-revenu des ménages canadiens est passé de 173,5 % (révisé à la hausse) au quatrième trimestre à 173,9 %, après désaisonnalisation, au premier trimestre. Il s’agit de la deuxième hausse consécutive après six trimestres de baisse, mais le ratio est toujours inférieur de plus de quatre points de pourcentage à son niveau d’il y a un an. Le ratio de remboursement des ménages (intérêt et capital en pourcentage du revenu disponible) est resté à 14,4 %. Les bilans des ménages canadiens étaient relativement stables au début de la guerre commerciale, après une solide année 2024. Cependant, l’incertitude économique pèse sur les marchés du travail, ce qui limitera la croissance des revenus et exercera des pressions à la hausse sur les ratios d’endettement. De nouvelles réductions de taux de la Banque du Canada contribueraient à en limiter l’incidence, mais la trajectoire de l’inflation déterminera le rythme et l’ampleur de l’assouplissement.

Le point sur le marché de l’habitation au Canada – Les ventes de maisons existantes ont augmenté de 3,6 % en mai, après désaisonnalisation, mais elles ont tout de même reculé de 4,3 % par rapport à il y a un an. La majeure partie de la baisse des ventes a été observée à Toronto (-11 % sur 12 mois), à Vancouver (-17,5 %) et à Calgary (-15,2 %). De nombreux autres marchés affichent des baisses modestes ou de solides gains, surtout au Québec et dans les provinces de l’Atlantique. Même si la confiance des consommateurs semble avoir quitté les creux des derniers mois, les perspectives économiques demeurent prudentes et le marché de l’emploi s’est assoupli. Les prix ont continué de baisser à l’échelle nationale en mai, et la faiblesse s’atténue. Le prix de référence des propriétés MLS a chuté de 0,2 %, après désaisonnalisation (taux annuel de -2,5 %), établissant le taux sur 12 mois à -3,5 %. L’indice de référence national est maintenant inférieur de 17,5 % aux sommets atteints au début de 2022.

Les données subjectives aux États-Unis commencent à se raffermir – Les résultats préliminaires de l’enquête de juin sur la confiance des consommateurs de l’Université de Michigan ont été publiés. L’indice global s’est établi à 60,4, surpassant les prévisions consensuelles de Bloomberg de 53,6 et en hausse de 15,9 % sur un mois, ce qui représente la première hausse en six mois. Ce résultat était certainement encourageant, mais il reste encore beaucoup de bruit dans les données, surtout en raison de la profonde polarisation partisane. L’amélioration de l’indice composé a été en grande partie alimentée par l’apaisement des craintes d’inflation à long terme. Les attentes d’inflation sur un an ont chuté à 5,1 %, en baisse par rapport à 6,6 % en mai, les craintes au sujet des répercussions des tarifs douaniers ayant diminué. Des signes d’amélioration de la confiance ont également été observés dans le milieu des affaires. L’indice global de la fabrication dans l’État de New York témoignant des conditions commerciales générales a chuté de sept points pour s’établir à -16, alors que les prévisions consensuelles de Bloomberg étaient de -6. Cependant, l’indice prospectif a progressé de 23 points pour s’établir à +21,2, son premier niveau positif depuis mars. **Au cours des six prochains mois, les répondeurs s’attendent à ce que les commandes et les expéditions s’améliorent lorsque l’incertitude liée aux tarifs douaniers s’estompera et que les pressions inflationnistes commenceront à se stabiliser.** Les résultats de ces deux sondages donnent espoir que les turbulences économiques perçues continuent de s’atténuer.

La semaine prochaine

Une autre semaine riche en données, tant objectives que subjectives dans les deux pays, notamment la confiance des consommateurs, le PIB et, vendredi, la mesure d'inflation privilégiée de la Fed, les dépenses personnelles de consommation. Mercredi, nous surveillerons le témoignage du président de la Fed Jerome Powell devant le comité des services financiers de la Chambre des représentants. Le rééquilibrage annuel de l'indice Russell 2000 a lieu vendredi.

- **Lundi 23 juin** – Indice PMI provisoire aux États-Unis | Prix des logements, ventes au détail et IPP au Canada

- **Mardi 24 juin** – Confiance des consommateurs et témoignage du président de la Fed, M. Powell, devant le comité des services financiers de la Chambre des représentants aux États-Unis | Inflation, IPC et ventes du secteur manufacturier au Canada
- **Jedi 26 juin** – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi, balance commerciale, stocks des détaillants et des grossistes, commandes de biens durables et PIB aux États-Unis | Ventes en gros au Canada
- **Vendredi 27 juin** – Rééquilibrage de l'indice Russell après la clôture du marché, confiance des consommateurs et dépenses personnelles de consommation aux États-Unis | PIB au Canada

Fiche des données au 18 juin 2025

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 18 juin 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
S&P 500	5 981	0,1 %	2,3 %	25,0 %	26,3 %	-18,1 %
NASDAQ	19 546	0,7 %	1,6 %	29,6 %	44,7 %	-32,5 %
DOW	42 172	0,0 %	0,0 %	15,0 %	16,2 %	-6,9 %
Russell 2000	2 113	0,6 %	-4,7 %	11,5 %	16,9 %	-20,5 %
S&P/TSX	26 560	0,3 %	8,8 %	21,7 %	11,8 %	-5,8 %
MSCI EAEO	9 457	-0,4 %	17,0 %	3,8 %	18,2 %	-14,5 %
MSCI Marchés émergents	645	0,3 %	12,3 %	7,5 %	9,8 %	-20,1 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Bloomberg U.S. Aggregate		0,2 %	2,9 %	1,3 %	5,5 %	-13,0 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,2 %	2,8 %	0,6 %	4,1 %	-12,5 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,2 %	2,9 %	2,1 %	8,5 %	-15,8 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,1 %	3,3 %	8,2 %	13,4 %	-11,2 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,1 %	1,4 %	0,9 %	4,5 %	-4,7 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,3 %	0,5 %	4,0 %	6,5 %	-11,3 %
Bloomberg Canada Treasury		0,3 %	0,3 %	2,9 %	5,0 %	-9,9 %
Bloomberg Canada Corporate		0,2 %	1,6 %	6,9 %	8,2 %	-9,5 %
Rendement des obligations d'État						
	18 juin 2025	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2024	2023	2022
Bon du Trésor américain 10 ans	4,39 %	4,40 %	4,21 %	4,57 %	3,88 %	3,88 %
Obligation Canada 10 ans	3,33 %	3,20 %	2,97 %	3,23 %	3,11 %	3,30 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,49 %	4,65 %	4,67 %	4,56 %	3,53 %	3,66 %
Bund allemand 10 ans	2,50 %	2,50 %	2,74 %	2,36 %	2,02 %	2,57 %
Obligation Japon 10 ans	1,45 %	1,49 %	1,49 %	1,09 %	0,61 %	0,41 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 18 juin 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Indice USD	98,91	0,7 %	-8,8 %	7,1 %	-2,1 %	8,2 %
CAD-USD	0,73 \$	-0,8 %	5,0 %	-7,9 %	2,3 %	-6,7 %
Bitcoin	104 836,11 \$	-0,6 %	11,9 %	120,5 %	157,0 %	-64,3 %
Or	3 369,38 \$	-1,8 %	28,4 %	27,2 %	13,1 %	-0,3 %
Pétrole (WTI)	75,14 \$	3,0 %	4,8 %	0,1 %	-10,7 %	6,7 %

* Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.